

## Recréer de la transcendance par la République ? Ce que signifie vraiment la stratégie tout sauf évidente choisie par Manuel Valls et la gauche pour lutter contre l'islam radical



Alors qu'il s'exprimait dans le cadre d'un colloque, le Premier ministre est revenu sur la nécessité d'une "reconquête". Selon lui, l'Homme a pensé ne plus avoir besoin de la "transcendance" et pour lutter contre l'islamisation de nos sociétés, la République devrait "redevenir une espérance individuelle et collective".

Avec Bertrand  
Vergely

Avec Yves Roucaute

**Atlantico : Lors d'un récent colloque concernant l'État et la République, Manuel Valls a expliqué que la République doit redevenir une espérance individuelle et collective face à une humanité qui a cru pouvoir s'émanciper de la transcendance. Quand on les interroge, 65 % des Français déclarent ne plus être sensibles aux notions de « République » et de « valeurs de la République ». Associer ainsi la République à la transcendance n'est-ce pas un mauvais pari politique ?**

**[>>> A lire aussi : La douche : 65 % des Français ne sont plus sensibles aux termes "République" et "valeurs républicaines"](#)**

**Bertrand Vergely** : Il est pour le moins étonnant de voir Manuel Valls, premier ministre socialiste, de gauche, se réclamer de l'espérance et de la transcendance, les socialistes et la gauche ayant tout fait depuis des décennies pour détruire ces notions jugées « spiritualistes » et non pertinentes en politique. Aujourd'hui, surprise, changement de cap ! Voici que ces notions sont réhabilitées. Autre sujet d'étonnement. Alors que les Français ne croient plus ni dans la République ni dans les valeurs républicaines, notre premier ministre parle de réhabiliter celles-ci. À l'évidence, celui-ci est en décalage par rapport à sa propre culture de gauche ainsi que par rapport à la sensibilité actuelle des Français. Il y a là un signe.. Manuel Valls ainsi qu'une partie des socialistes sont en train de se rendre compte que l'on ne peut pas bâtir une société sans espérance ni une République sans transcendance. Quand la société n'a plus d'espérance et que la République n'est plus en mesure de transcender les égoïsmes, la société ainsi que la République s'écroulent. Parler d'espérance et de transcendance alors que personne n'en parle n'est donc pas dénué de sens. En revanche, vouloir faire de la République une espérance et une transcendance laisse rêveur. Pour que ce soit crédible il faudrait que la République enseigne la religion républicaine. Or, l'a-t-elle fait ? Et le fait-elle ? Les Romains comme les Grecs avaient la religion de la cité. Nous devrions avoir cette religion. Que fait-on pour l'avoir ? Qu'attend-t-on pour l'avoir ? La gauche est devenue tellement « anar », tellement rebelle, tellement hédoniste, tellement individualiste, que cela va être dur. Dans L'esprit de l'athéisme André Comte-Sponville explique qu'il faut avoir une religion et que la religion de la France lui semble une bonne religion. Fort bien. Qu'attend-t-on pour avoir la religion de la France, de la nation, de l'identité nationale française et républicaine ? Quand Nicolas Sarkozy a parlé de mener une réflexion sur l'identité nationale, la gauche a crié au pétainisme. Aujourd'hui, tandis que les jeunes musulmanes affirment leur identité par le voile en étant dans l'espérance et la transcendance islamique, nous, nous n'avons ni espérance, ni transcendance

---

et quand quelqu'un parle d'identité on crie « Pétainisme. Pétainisme ». Quand cesserons nous de dire une chose et son contraire ? Quand saurons nous ce que nous voulons ? Quand nous mettrons nous d'accord sur un certain nombre de notions comme espérance ou transcendance ?

**Yves Roucaute** : Je crois qu'à défaut d'être un bon ou un mauvais pari politique de Manuel Valls, c'est, avant tout, une nécessité. Il est seulement dommage d'avoir attendu si longtemps pour qu'un socialiste comprenne de quoi il retourne.

Si l'on souhaite que la République vive, il faut que, d'une façon ou d'une autre, elle soit assimilée dans l'imaginaire individuel comme un Être idéal qui transcende les individus. Et ce, d'une façon objective, sous forme d'une sorte d'Esprit de la nation. C'est cela, ce processus réussi, qui fait le citoyen. Depuis les Cités de l'antiquité grecque, chaque espace politique a ainsi sa propre transcendance.

En France, nous connaissons tous quelques célèbres formes d'apparition de cette transcendance. Par exemple, lors de la Révolution Française, lorsque les armées européennes affrontaient l'armée française, l'idée de République, les valeurs de celle-ci, semblaient dépasser et guider les individus. Ils y croyaient. L'adhésion à cet imaginaire était spirituelle. À l'époque, elle valait assez pour que l'on meurt pour lui.

Certes, parfois, on l'a vu sous la Terreur, cette adhésion à l'imaginaire républicain peut entraîner la population dans des errements quand des démagogues parlaient en son nom. Néanmoins, si elle n'est pas la condition suffisante pour que la Cité soit bien orientée, cette croyance en quelque chose qui sublime la condition humaine de chacun est nécessaire pour la cohésion. Bien plus proche de nous, l'idée de République telle qu'elle fut incarnée et défendue par le Général de Gaulle, conduisit ainsi à la mobilisation des imaginaires individuels et elle permit les sacrifices exigés par la reconstruction nationale à la Libération.

En France, socialistes et laxistes de droite l'ont oublié : cet imaginaire républicain a été construit et affiné au fil des années. C'est un ensemble précis de valeurs, universelles mais aussi propres au mode de vie français, incarnées dans un Idéal, cristallisées dans un imaginaire collectif, qui l'on pourrait appeler l'Esprit de « république ». Il est vécu comme sentiment propre, à travers le sentiment d'appartenance, et comme transcendant, au-dessus des individus, à travers le sentiment patriotique. C'est ainsi sous ces deux formes qu'il est assimilé par chaque imaginaire individuel. Je me permets d'insister sur cette idée d'assimilation.

Car on peut clairement dire que cette transcendance s'est délitée depuis trente ans. Le problème vient bien de là : les socialistes se gargarisent avec des mots qu'ils ont vidés de leur sens.

Regardez la fameuse « citoyenneté » française, elle ne correspond plus à rien dans le discours socialiste, et, il faut le dire, pas grand chose à droite. C'est désormais le plus souvent un mot creux, employé à tout va entre l'adhésion citoyenne, la pratique citoyenne, les primaires citoyennes, le pacte citoyen, le blog citoyen, l'emploi citoyen, on attend les yaourts citoyens et l'aboïement citoyen du chien.

Toutes les valeurs ont subi le même traitement : des mots comme "liberté", "égalité", "fraternité", « solidarité » sont creux. C'est le relativisme et l'absence de contenu qui frappe chez eux. Comment pourrait-il en être autrement quand les socialistes persistent, à se référer aux Lumières, aux Diderot, d'Holbach, Helvétius, Voltaire, etc pour expliquer la naissance des valeurs universelles et des droits de l'Homme alors qu'aucun homme des Lumières, je dis bien aucun, ne croyait en des lois universelles. Ils étaient tous relativistes. Et que toute étude un peu sérieuse démontre que l'origine de ces valeurs est le christianisme, ce que, bien entendu, les bouffeurs de curé qui sont une partie importante et influente des socialistes, ne peuvent admettre.

Comment s'étonner dans ces conditions de débandade théorique si le mot « république » est lui-même devenu un mot vide de sens ! Aucun socialiste ne semble savoir ce qu'est d'être républicain à la française. Pourquoi ont-ils gangréné la société avec le droit à la différence ou laissé faire l'abandon des politiques d'assimilation ?

Les socialistes ânonnent « citoyenneté » mais qu'est-ce qu'une citoyenneté où l'individualisme et le droit à la différence règnent au lieu d'un ensemble de valeurs cohérent à assimiler ? Où le patriotisme est conçu comme une grossièreté ? Où huer la Marseillaise, brûler le drapeau, siffler une femme dans la rue, la meurtrir, porter le voile intégral, et les incivilités en général ne sont pas sévèrement châtiées ? Où l'on a laissé pendant trente ans certains quartiers en déshérence en proie aux voyous, aux marchands de drogue et aux islamistes ?

En trente ans, nous avons réussi à vider tous ces mots du sens qu'ils avaient. Au nom de la solidarité : augmentation des impôts. Au lieu de créer une véritable solidarité, mise en place d'un système de matraquage des « riches », contraints de payer au nom des plus pauvres, avec ce résultat étonnant : les gens aisés cherchent en permanence des façons de payer le moins possible, ceux qui reçoivent refusent de faire des efforts pour la collectivité et décrètent que ce qui est leur est donné est un « dû ». Et, au milieu, une bureaucratie se nourrit au passage en prenant sa dîme, au nom de sa compétence à distribuer. Où est la solidarité ? Et la fraternité ?

Regardons la construction de l'identité dans toutes les nations modernes, et, clairement, il apparaît que la vraie faiblesse de la France est éthique. Il est urgent de penser à reconstruire l'imaginaire politique français. Où sont les grands mythes fondateurs ? Pourquoi les socialistes ont-ils nettoyé les manuels scolaires de toute construction de l'imaginaire français via « nos ancêtres les Gaulois » que leurs ancêtres radicaux-socialistes avaient imposé sous la III<sup>ème</sup> République ?

Il faut redonner du sens et du contenu aux valeurs. Il me semble donc que cette notion de transcendance qu'évoque Manuel Valls est, en soi, une bonne idée. La vraie question, fondamentalement, c'est le contenu. J'ai peur que ce ne soit qu'un nouveau mot creux, celui de « transcendance » qui cache un simulacre. Je ne veux pas faire de procès d'intention à Manuel Valls, simplement, les socialistes nous habituent, depuis trente ans, à la mise en scène de grands mots vides de sens.

Il y a eu des époques où les socialistes ont défendu un contenu républicain. Ce fut le cas de Léon Blum, et, dans une moindre mesure, de Jean Jaurès. Mais depuis François Mitterrand, il y a clairement une déliquescence de ces notions. Il faudrait que les socialistes aient beaucoup changé pour rompre avec 30 ans de laxisme. Et je n'ai pas le sentiment que ce soit le cas. Si Manuel Valls veut donc reconstruire cet imaginaire, il lui faudra rompre avec tous ces socialistes laxistes qui peuplent l'univers politique français.

Une République ne peut pas vivre sans transcendance, c'est une évidence. Parfois, cette transcendance de la République se cristallise même dans une transcendance divine : c'est le cas de la République américaine. En tout état de cause, je pense que les Français ont besoin de nourriture spirituelle, et pas simplement de consommer, ils ont besoin d'être guidés vers cette transcendance.

---

Il nous faut donc redonner un contenu à ces valeurs.

Par exemple, pour dire des choses en vrac, croire en la transcendance revient à être patriote. Cela signifie concrètement le salut au drapeau, l'apprentissage de la marseillaise, de l'histoire de France, instruire sa mythologie, parler français... Croire en la transcendance c'est croire en la valeur de fraternité, c'est donc demander concrètement à tous de participer à l'effort commun : quel que soit le salaire, chacun doit apporter sa pierre à l'édifice social, chacun doit se sentir responsable de lui-même et aider son voisin à ne pas tomber à terre avec l'objectif de lui permettre de retrouver le chemin de la prise en charge de lui-même. Cela veut dire porter le sac de la personne âgée, l'aider à descendre ou monter des escaliers, laisser sa place à la femme enceinte, défendre la femme insultée.

Égalité, cela veut dire concrètement l'égalité maximale des chances, égalité des droits, égalité homme-femme avec l'interdiction du voile intégral à l'université, exiger des Tariq Ramadan qu'ils quittent le sol français, refuser le don d'argent à des associations salafistes, refuser le sexisme, établir des systèmes de bourses en fonction des résultats.

Et j'en passe, car on peut multiplier sur chaque valeur les exemples qui correspondent à un contenu concret. Car il faut que ces valeurs aient un contenu. C'est la clef de la ré-assimilation. De la guerre idéologique à mener contre les forces destructrices de la nation. Les Français se méfient des mots creux, pas des valeurs en tant que telles. Et ils ont mille fois raison.

### **Au-delà de calculs électraux et de la volonté de tel ou tel candidat de marquer des points, l'État a-t-il pour vocation de produire de la spiritualité ? Est-ce à lui de donner du sens au niveau individuel et collectif ?**

**Bertrand Vergely** : La spiritualité renvoyant à l'esprit et l'esprit étant la présence créatrice qui s'exprime en toute chose, il y a une spiritualité de l'État. Cette spiritualité est liée à deux choses. au sens de l'État d'abord. Tout comme en chacun de nous il y a le moi et le moi universel qui s'appelle le soi, l'État est le soi d'une communauté humaine, son moi universel. À ce titre, il est très spirituel d'»avoir le sens de l'État, avoir le sens de l'État consistant à avoir le sens d'u moi universel d'une communauté humaine. La preuve, et c'est le deuxième point qu'il importe de souligner, avoir le sens de l'État consiste à servir l'État en étant un serviteur de l'État, ce qui est très spirituel. En ce sens, il n'est absolument pas contraire à la laïcité de poser qu'il y a une spiritualité de l'État sous la forme du respect de l'universalité qui s'exprime à travers son concept ainsi que du sens du service que la mise en œuvre de ce concept requiert. Là où les choses commencent à devenir ambiguës, c'est lorsque certains responsables de l'État se mettent à parler espérance ou transcendance ; Que des hommes politique le fassent, aucun problème, ils peuvent le faire. Que l'on se mette à expliquer que c'est là le rôle de l'État est absurde. En tant qu'homme politique, Manuel Valls a le droit de parler d'espérance et de transcendance. En tant que premier ministre, cela n'a pas de sens. En tant que premier ministre, il lui revient de parler de la France et du service de la France.

**Yves Roucaute** : Manuel Valls peut annoncer la mobilisation de dizaines de milliers de policiers dans les rues des villes de France, cela ne résoudra pas la crise que nous traversons aujourd'hui. Elle ne peut se résoudre qu'au travers du rôle éthique de l'Etat.

Pour éviter toute confusion, il faut se souvenir que l'individu recherche son bonheur et qu'il n'a pas besoin de l'État pour donner un sens à cette recherche ou à sa vie. L'Etat n'a pas vocation à lui montrer le chemin vers le bonheur, contrairement à ce que disent les penseurs totalitaires, dans la mesure où la recherche du bonheur est propre à chacun. Elle est un droit naturel qui ne peut tomber dans l'escarcelle des tâches et missions de l'Etat. Certains montent une entreprise, deviennent prêtres, peintres, médecin, artisan, ouvrier, paysan. Qu'importe. chacun fait comme il peut, sinon, comme il veut, dans cette recherche tâtonnante du bonheur.

En revanche, l'Etat doit répondre à certaines missions. D'abord, il doit assurer que la liberté de chercher ce bonheur se meut dans le respect des libertés des autres. Il doit empêcher d'agir ceux qui souhaitent museler la liberté d'une tierce personne sous le prétexte de chercher leur propre bonheur. par exemple, un esclavagiste peut prétendre que son bonheur passe par l'enrichissement venu de la traite des esclaves, mais un Etat de démocratie libérale doit l'interdire car cela viole le droit naturel de l'esclave.

Ensuite, son deuxième rôle est éthique. C'est un rôle oublié depuis environ trente ans. Concrètement, l'Etat a pour mission de permettre à la société le vivre-ensemble. Ce qui n'a rien à voir avec le mot creux « vivre ensemble » utilisé par les socialistes, qui leur permet de justifier leur traque de certaines classes sociales, leurs promesses démagogiques et, surtout, de donner à la bureaucratie, qui se place au cœur du système de distribution, un pouvoir exorbitant.

Quand il a un contenu légitime, ce « vivre ensemble » consiste à apprendre aux citoyens à vivre autour de valeurs communes. Par exemple, l'Etat est légitime, et c'est sa vocation, quand il impose un apprentissage des conditions du vivre-ensemble dans les écoles comme apprendre l'histoire commune depuis les Gaulois et Clovis, le mode de vie à la Française, l'égalité homme femme, la langue, le respect des anciens, des autorités etc... Tout cela participe de son rôle éthique.

Il y a des chrétiens, des musulmans, des bouddhistes, des confucéens, des shintoïstes, qui sont parfaitement intégrés à la société française : ils ont fait l'apprentissage du vivre-ensemble dans les missions éthiques de l'Etat. d'autres ne l'ont pas fait, parce qu'on laisse les banlieues déshéritées, qu'on installe le laxisme dans l'apprentissage scolaire, le laisser-faire dans la rue via les incivilités... Parce que l'Etat ne joue pas son rôle éthique.

Certes, l'Etat n'est pas le seul à endosser ce rôle. La famille, l'environnement, et les associations l'ont également. Mais l'Etat est, d'une certaine façon, en raison de sa puissance, a un rôle crucial. Sa faillite est celle de la roue de secours de la famille et de la société civile.

Or, la crise de la famille et l'absence de maillage social dans certains quartiers déshérités, explique pourquoi le refus de l'Etat de jouer son rôle éthique conduit au désastre.

**Que révèlent les propos de Manuel Valls à propos des relations entre l'exécutif et les religions ? De tels propos ne font-ils pas perdre de vue les notions de République et de laïcité héritées du christianisme et sur lesquelles reposent les droits de l'homme ? De tels propos ne révèlent-ils pas une idéologie anticléricale, ceux qui les tiennent se révélant être très durs à l'égard des religions ainsi que des**

---

## pratiques religieuses ?

**Bertrand Vergely** : C'est tout le problème aujourd'hui de la laïcité en France. Antireligieuse à travers les principes émis en 1789 et anticatholique à travers les principes émis en 1905, celle-ci n'est pas neutre. Il y a en elle un parti-pris antireligieux et anticatholique. D'où un paradoxe. Se voulant neutre à l'égard du religieux, cette laïcité ne l'est pas. Antireligieuse, anticatholique, elle est de fait un parti-pris religieux. Sauf erreur, Manuel Vals ainsi que Vincent Peillon sont francs-maçons. En 2013, Vincent Peillon ne cachait pas son désir de créer une religion laïque afin de ne pas laisser au catholicisme le monopole de la religion, de la morale et de la spiritualité. Les déclarations de Manuel Vals s'inscrivent-elles dans cette perspective ? Rien n'est moins sûr. Que Vincent Peillon ait comme but cette religion laïque dont il parle, est certain. Il l'a dit. Chez Manuel Vals, il y a autre chose. Quelque chose comme le sentiment qu'il faut tourner une page et aller vers une autre culture. C'est ce qu'il donne à entendre quand il explique qu'il serait temps que le Parti socialiste cesse de vouloir s'appeler Socialiste. Il se pourrait que Manuel Vals soit plus lucide qu'on ne le pense quant aux carences fondamentales de la gauche, dont la culture est à l'agonie.

**Yves Roucaute** : Là encore, il est important de reconsidérer les choses dans le bon angle. Tout un pan de la gauche, par tradition, a été laxiste face à l'islamisme mais a été répressive face au christianisme. Elle estime qu'être laïc consiste fondamentalement à bouffer du curé. C'est cette partie de la gauche qui diffuse le fameux "A bas la calotte !". Cette vision de la laïcité est celle de la Terreur.

Elle prétexte aujourd'hui encore s'appuyer sur la capacité des religions à produire de la guerre et de l'aliénation. Certes, les appareils religieux n'ont pas à diriger la vie d'une société, pas plus d'ailleurs qu'aucun appareil administratif comme je l'ai indiqué tout à l'heure. Mais la première chose à rappeler, c'est que c'est l'athéisme qui a produit les pires horreurs de l'histoire, non seulement la Terreur française, mais le communisme, le nazisme et les fascismes.

La seconde chose à rappeler est que la laïcité est une idée religieuse. Elle a été développée originellement par les chrétiens. Elle consiste à rendre à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César. Et pas une fois : Matthieu 22:21, Marc 12:17, Luc 20 :25, romains 13 :7.

Dans cette référence de Manuel Valls à la transcendance, on voit une certaine ambiguïté. Aussi bien que dans le laxisme envers l'islamisme qui a souvent régné à gauche. Probablement due à la difficulté de sortir d'une tradition « laïcarde » et relativiste héritée de la IIIème République.

Appartient à César, des procédures et des principes relatifs aux circonstances, selon le meilleur possible, recherché pour l'ensemble de la cité et de ses habitants. Il s'agit donc d'un ensemble de pratiques logiquement relativistes. Par exemple l'organisation du vivre-ensemble selon des règles de droit, de l'hygiène, de la santé, de l'alimentation, des anciens combattants, de veiller à protéger les libertés, d'aider les plus démunis, de prendre en charge l'organisation de certaines fonctions sociales, en particulier, comme on l'a vu dans l'après seconde guerre mondiale, quand les réseaux de la société civile doivent être reconstruits ou quand ils ne suffisent pas assurer des fonctions vitales pour la société et son élévation spirituelle, l'organisation de l'égalité numérique, le maintien de certaines activités terrestres au maritimes déficitaires mais indispensables pour le bien vivre d'une île, d'un village etc... Tout ceci appartient à César.

A l'inverse, ce qui n'appartient pas à César, ce sont les valeurs absolues, universelles, nécessaires. Ainsi, la liberté de son corps, de ses pensées, de sa croyance, de ses biens d'élever ses enfants, le respect de la dignité humaine, qui gèrent l'ensemble de la vie. Il n'appartient pas à César de violer la moindre de ces lois universelles. C'est pourquoi d'ailleurs on a créé dans les démocraties des Cours constitutionnelles. Et c'est pourquoi aux Etats-Unis ces lois universelles se réfèrent explicitement à Dieu, à la satisfaction même des athées : allez donc abolir Dieu ! Elles viennent d'ailleurs de la religion juive et chrétienne. Elles ne sont pas relativistes.

Malheureusement, en France, cette laïcité n'est pas achevée précisément parce qu'on a oublié le caractère sacré de ses lois et devoirs qui lui sont attachés.

Voilà pourquoi ce sont les mêmes qui développent la détestation chrétienne et qui, par relativisme moral, de voter l'interdiction de la burqa en 2010, ou de prendre des mesures radicales contre les islamistes partis au djihad ou contre l'entrée de ceux qui refusent nos valeurs universelles.

La liberté religieuse est bien un symptôme. Car celle-ci est toujours respectable, n'en déplaît aux « laïcards », quand elle ne viole pas la dignité humaine. Et cela parce qu'elle est l'expression de la liberté de conscience. Un droit naturel. Mais ses religions qui prônent, par exemple, l'ablation du clitoris ou la minorité des femmes, doivent être interdites par l'Etat laïc. Non pas au nom d'une religion, mais bien parce que celles-ci violent la dignité humaine.

Tous les débats sur la pédophilie, loin d'être due à l'Eglise, témoignent de la violence maintenue contre les églises. Car le pervers va là où sont les enfants, les écoles, les églises, les colonies, les garderies. Ce n'est pas l'Eglise qui va vers le pervers. Et on imagine la tête de nos « niais » laïcards si, quand un instituteur ou un moniteur est découvert comme pédophile, on se mettait à dénoncer le système scolaire et si l'on exigeait les excuses du ministre de l'éducation nationale et du Président de la République. Pourquoi pas de l'Onu pendant que l'on y est ?